

# Ottawa redoutait une nouvelle vague terrotiste en 1971

**Kirk Lapointe**  
de la Presse Canadienne

OTTAWA — Le cabinet fédéral était convaincu, en 1971, que la célébration du premier anniversaire de la crise d'octobre donnerait lieu à une nouvelle vague d'actes terroristes, et avait par conséquent adopté diverses mesures extraordinaires pour protéger ses membres, les diplomates et certains hauts responsables du pays.

Des documents obtenus récemment en vertu de la Loi d'accès à l'information montrent que le solliciteur général de l'époque, Jean-Pierre Goyer, avait averti le cabinet que se

préparait une campagne terroriste mieux organisée et plus soutenue que celle de 1970, alors que des membres du FLQ avaient assassiné un ministre québécois, Pierre Laporte, et enlevé un diplomate britannique, James Cross.

Les documents, largement censurés, indiquent que M. Goyer avait persuadé ses collègues du cabinet d'autoriser la mise en place, par son ministère et les Forces armées, de mesures assurant la protection des ministres fédéraux et des leaders des partis d'opposition, des diplomates, des juges et de certains ministres québécois.

Les détails de ce plan demeurent à

ce point secrets que le Bureau du conseil privé a refusé, plus de 20 ans plus tard, de révéler quelles mesures furent mises en place à l'époque, pour des motifs de défense nationale et d'affaires internationales.

M. Goyer avait écrit au cabinet le 30 septembre 1971, après que les ministres eurent été informés des activités terroristes ayant lieu au Canada et se soient fait dire qu'il n'y avait qu'au Québec que ces activités présentaient une « menace majeure et immédiate ».

Plusieurs historiens ont conclu plus tard que le gouvernement fédéral avait surestimé la puissance du FLQ, et réagi de façon démesurée,

en 1970, en décrétant la Loi sur les mesures de guerre et en permettant l'emprisonnement de centaines de Québécois.

Mais les documents montrent que M. Goyer avait conclu que le FLQ pouvait frapper de nouveau, possiblement de concert avec d'autres groupes terroristes. Il ajouta que la situation qui prévalait à l'époque était « cause de sérieuses préoccupations ».

« Il y a, en fait, des indications d'une résurgence des activités terroristes du FLQ cet automne, possiblement lors de l'anniversaire de la crise d'octobre », écrit M. Goyer. « Même s'il n'est pas possible de prédire avec précision à quel mo-

ment ces activités terroristes seront déclenchées, il est évident que si des actions violentes ont lieu, elles pourraient bien être davantage soutenues que l'année dernière, parce que le FLQ dispose maintenant d'un potentiel d'appui plus important et que ses leaders ont tiré des leçons du passé, mais aussi en raison d'autres facteurs imprévisibles comme la concertation entre les groupes révolutionnaires. »

Les documents indiquent notamment qu'une protection policière spéciale fut accordée à tous les ministres fédéraux de passage au Québec - une protection qu'ils ne reçurent pas ailleurs au pays.

Les voitures des ministres furent dotées de téléphones et un centre spécial de « gestion de crise », appelé INTEREX, fut mis sur pied dans le centre-ville d'Ottawa à l'instigation de M. Goyer, afin de faire face aux problèmes liés au terrorisme. Le premier ministre de l'époque, Pierre Trudeau, et certains ministres soulignèrent que d'autres ministères devaient jouer un rôle important dans cette opération.

La cabinet fédéral approuva ce plan le 7 octobre 1971. La plupart des mesures furent abandonnées en décembre, après qu'il apparût évident que le FLQ ne frapperait pas à nouveau.

## La campagne du Sierra Club contre le développement de la baie James tarde à se concrétiser

**Marie Tison**  
de la Presse Canadienne

WASHINGTON — L'importante organisation environnementale américaine Sierra Club a manifesté l'intention de faire du développement hydro-électrique de la baie James un des enjeux de la campagne électorale de l'automne 1992 au Congrès américain.

Cependant, à quelques mois du scrutin, l'organisation n'est toujours pas passée à l'action. Elle n'a pas encore assigné de lobbyiste à Washington pour sensibiliser les congressistes à cette question.

Le Sierra Club a rendu public au mois de mai une plate-forme électorale qui expose les importants problèmes environnementaux auxquels devraient s'attaquer les congressistes américains.

Cependant, à quelques mois du scrutin, l'organisation n'est toujours pas passée à l'action. Elle n'a pas encore assigné de lobbyiste à Washington pour sensibiliser les congressistes à cette question.

Le Sierra Club a rendu public au mois de mai une plate-forme électorale qui expose les importants problèmes environnementaux auxquels devraient s'attaquer les congressistes américains.

Cependant, à quelques mois du scrutin, l'organisation n'est toujours pas passée à l'action. Elle n'a pas encore assigné de lobbyiste à Washington pour sensibiliser les congressistes à cette question.

L'organisation s'attarde aux problèmes domestiques, mais elle aborde également des questions internationales, comme la protection des forêts tropicales.

Le Sierra Club mentionne aussi la baie James.

« Le Congrès devrait s'opposer au projet hydro-électrique de la baie James, qui vise à fournir de l'électricité au Québec et aux États-Unis, écrit l'organisation à la quatrième page de son document de six pages. S'il était complété, ce projet aurait des conséquences dévastatrices sur l'environnement de la région. »

Le Sierra Club spécifie que ce projet « a déjà entraîné le détournement de huit rivières et empoisonné les poissons de la région, qui constituent la nourriture de base des Inuit et des Cris. »

Deux mois après la publication de ce document, le Sierra Club ne semble pas avoir dépassé le niveau des intentions.

Mme Betsy Lawless, du comité politique de l'organisation à Washington, a déclaré que la question ne faisait pas encore l'objet de lobbying.

« Nous en sommes encore à l'étape de la stratégie », a-t-elle déclaré la semaine dernière, au cours d'une entrevue téléphonique.

Elle a expliqué que le Sierra Club était une énorme organisation, et qu'avant d'aboutir au bureau de Washington, un dossier devait passer plusieurs étapes et obtenir notamment l'approbation du conseil d'administration et du comité chargé d'étudier les sujets importants à débattre.

« A ma connaissance, le dossier de

la baie James n'a pas atteint l'étape où on désigne un lobbyiste, où on présente une stratégie et où on le transmet au bureau de Washington », a-t-elle déclaré.

Elle a reconnu que la plate-forme électorale présumait que le dossier était à une étape plus avancée qu'il ne l'était en réalité.

M. Fred Munson, de Greenpeace, a déclaré que son organisation n'avait pas non plus établi de contacts avec le Congrès américain au sujet du développement de la baie James. Il a toutefois affirmé que des membres de Greenpeace de l'État de New York avait communiqué avec des congressistes de leur État à ce sujet, parce qu'il s'agissait d'une question régionale.

L'État de New York a signé en 1989 un contrat avec Hydro-Québec portant sur l'acquisition de 1000 mégawatts d'hydro-électricité, au coût de 13 milliards \$. Les groupes environnementaux américains, les Cris et les Inuit du Québec se sont attaqués à ce contrat en le liant à la phase II de la baie James, le projet de Grande-Baleine. Ils ont fait valoir que ce projet aurait de graves conséquences environnementales et qu'il aurait des impacts négatifs sur le mode de vie des populations autochtones de la région.

Les organisations américaines ont également fait valoir qu'en raison du succès de ses programmes de conservation d'énergie, l'État de New York n'avait plus besoin de cette énergie supplémentaire, et que par rapport à d'autres sources d'énergie, l'électricité du Québec était devenue trop dispendieuse.

Le gouverneur de l'État de New York Mario Cuomo a invoqué ces arguments économiques pour annuler le contrat le 27 mars dernier. Hydro-Québec a annoncé par la suite qu'il retardait quelque peu la mise en branle du projet de Grande-Baleine.

M. Munson a déclaré que maintenant que le contrat était annulé, les organisations américaines ne pouvaient plus faire grand-chose contre le projet.

« Ce n'est plus vraiment une question d'importance ici », a-t-il déclaré.

Environ un mois après avoir publié sa plate-forme électorale concernant l'élection au Congrès, le Sierra Club a rendu public une plate-forme s'adressant plus spécifiquement aux candidats à la présidence américaine. Ce nouveau document ne fait pas mention de la baie James.

« Je crois que tant le Québec que le reste du Canada en souffriraient, a-t-il soutenu en entrevue. Je pense que tous deux en sortiraient affaiblis, particulièrement sur le plan économique. »

« Quand à savoir si le reste du Canada demeurerait uni, a-t-il commenté, je crois, en effet, qu'il le restera. »

« Le moins qu'on puisse dire, c'est que le Canada roule sur un chemin cahoteux, a déclaré M. Manning. L'indépendance du Québec ne serait qu'un obstacle de plus. »

« L'existence du Canada découle d'une volonté politique. Cette existence n'est pas vraiment une chose logique sur le plan économique; sa géographie pose, en soi, une série

d'obstacles », a-t-il ajouté.

« La meilleure solution qu'on puisse espérer pour ce pays, c'est vraiment l'émergence d'un Québec neuf, dans un Canada renouvelé. »

M. Manning a réitéré son appel au premier ministre Brian Mulroney pour qu'il assume un rôle de leadership afin de convaincre le Québec d'adhérer à l'entente constitutionnelle globale à laquelle en sont arrivés les mois dernier quatre regroupements autochtones, neuf provinces, deux territoires et le fédéral.

« Nous demandons une réglementation de la formation de la main d'oeuvre, un soutien à la formation professionnelle, et de l'aide aux entreprises », a ajouté Clément Godbout, porte-parole de la FTQ dans ce dossier.

Selon Clément Godbout, l'Amérique du Nord, dans l'élaboration de cet accord, devrait prendre exemple sur les pays d'Europe, qui s'accordent respectivement une certaine souplesse, en ces matières, dans l'élaboration d'une structure de marché commun.

Le modèle européen, souligne M. Daoust dans sa missive, « fait toute la place voulue aux ajustements d'ordre économique, à l'harmonisation sociale et au débat démocratique. Des dimensions absentes tant dans les négociations Canada-États-Unis que dans les présentes négociations trilatérales. »

## La FTQ exige un moratoire sur le libre-échange tripartite

LA FÉDÉRATION des travailleurs du Québec (FTQ) s'oppose à de plus amples discussions concernant la signature d'un accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique tant que certaines balises, notamment concernant les conditions de travail des employés du continent, ne seront pas fixées par le gouvernement canadien.

C'est ce que le président de la centrale syndicale, M. Fernand Daoust, a signifié par voie de lettre cette semaine au ministre des Finances du Canada, M. Michael Wilson.

Citant les secteurs manufacturiers du textile, des appareils électriques et de l'automobile, le président de la centrale syndicale ajoute qu'une forte proportion de membres FTQ travaillent dans les secteurs directement visés par un éventuel accord trilatéral.

« Nous demandons une réglementation

de la formation de la main d'oeuvre, un soutien à la formation professionnelle, et de l'aide aux entreprises », a ajouté Clément Godbout, porte-parole de la FTQ dans ce dossier.

Selon Clément Godbout, l'Amérique du Nord, dans l'élaboration de cet accord, devrait prendre exemple sur les pays d'Europe, qui s'accordent respectivement une certaine souplesse, en ces matières, dans l'élaboration d'une structure de marché commun.

Le modèle européen, souligne M. Daoust dans sa missive, « fait toute la place voulue aux ajustements d'ordre économique, à l'harmonisation sociale et au débat démocratique. Des dimensions absentes tant dans les négociations Canada-États-Unis que dans les présentes négociations trilatérales. »

« Nous demandons une réglementation



Une jeune fille tente sa chance à la course de haies, l'une des disciplines olympiques auxquelles 15 000 badauds se sont initiés au Parc olympique, hier.

## 15 000 athlètes du dimanche au Stade

Isabelle Paré

PENDANT que les Ben Johnson, Michael Smith et autres dieux du stade s'échauffent à Barcelone, environ 15 000 personnes ont préféré le Parc olympique à leur téléviseur pour s'imbiber de la fièvre des Jeux en s'improvisant olympiens du dimanche.

Si pour plusieurs, les Jeux se limitent à une simple interaction avec le petit écran, plusieurs ont décidé hier de mettre en pratique la maxime de Pierre de Coubertin en allant tâter du javelot et du disque plutôt que du télé-commande. C'est que le sixième Dimanche animé du Parc olympique s'inspirait hier, Barcelone oblige, des disciplines athlétiques qui feront bientôt vibrer la foule catalane dans le stade de Montjuïc.

On estimait hier à 15 000 le nombre de badauds venus, par familles entières, tester la fiabilité de leurs biceps au lancer du poids, du javelot ou du marteau. Des émules de Johnson et Lewis jetaient leur dévolu sur les blocs de départ, histoire de s'imaginer dans la peau d'un sprinter quelques secondes. Du côté du saut en hauteur, la popularité monstre de la discipline semblait davantage due au matelas rebondi où une horde d'enfants se vautrait allégrement qu'à la barre qui est normalement le point de mire du sauteur.

On prenait la chose un peu plus au sérieux au tir à l'arc, où de jeunes

disciples de Robin des bois, dérobés derrière des arcs presque aussi grands qu'eux, espéraient tirer au moins un projectile dans le mille.

Malgré toute cette émulation, on en savait bien peu sur les Jeux et ceux qui seront sous le feu des projecteurs au cours des deux prochaines semaines. « Moi, je suis un maniaque du sport. J'ai déjà 1,80 m en saut en hauteur. Des athlètes olympiques ? Euh, je connais Ben Johnson, Sylvie Fréchette, puis... », hésite un instant, Eddy Martinez, un féru qui butinait d'un kiosque à l'autre.

Va pour Ben Johnson. Tout le monde connaît. Quelque mention pour Michael Smith, décathlonien sur qui tous les yeux sont braqués. Mais allez savoir qui représente le Canada au saut en hauteur ou au tir à l'arc ? Bien peu savaient que trois Québécois représentent le Canada au tir à l'arc à Barcelone, dont Sylvain Cadieux, un archer de Montréal.

« Les gens s'amusent, même s'ils connaissent peu les disciplines car l'athlétisme, c'est la base du sport », explique Charles Lefrançois, 19 ans, qui aurait pu passer sa journée sur les ramblais plutôt qu'au Parc olympique.

Coup de déveine, Charles, entraîné par Greg Joy, ex-médaillé d'argent à Montréal, a raté de peu ses qualifications. Un pied amoché. Mais ce n'est que partie remise. Revanche en 1996 !

## Gil Rémillard annule son voyage dans les territoires

LE MINISTRE québécois des Affaires constitutionnelles, Gil Rémillard, a finalement annulé le périple qu'il devait effectuer ces jours-ci au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest.

M. Rémillard avait publiquement annoncé ce voyage vendredi, et il devait partir samedi soir à destination de Yellowknife. C'était avant qu'un communiqué émis par son bureau indique que le périple était « reporté »

pour des motifs de « logistique ».

Selon un quotidien montréalais, toutefois, la véritable raison de cette annulation serait la décision du gouvernement du Québec de surseoir à toute rencontre officielle tant que des initiatives concrètes (lire le consentement à la substance de Meech) ne seront pas venues du gouvernement fédéral et des provinces du Canada anglais.

La mission du ministre devait consister à convaincre les autorités des deux entités territoriales de la nécessité pour le Québec d'obtenir un droit de veto constitutionnel. Ce veto pourrait bloquer la création de nouvelles provinces, un statut auquel aspirent depuis longtemps le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Par ailleurs, des rencontres entre les hauts fonctionnaires des T.N.O., du Yukon et du Québec auront lieu

au cours des prochains jours à Montréal. Mais il appert que ces rencontres n'auront pour but que de faire le point quant aux doléances de chacune des parties.

Au cours de son voyage, M. Rémillard devait rencontrer son homologue des Territoires, Stephen Kakfwi, de même que les premiers ministres Nellie Cournoyea, des T.N.O. et Tony Penikett, du Yukon.

## Manning commence à avoir une idée du Canada sans le Québec

CALGARY (PC) — Bien que l'idée d'un Québec indépendant ne lui plaise pas, le chef du Reform Party, Preston Manning, parvient à entrevoir ce que serait le Canada sans le Québec.

« Je crois que tant le Québec que le reste du Canada en souffriraient, a-t-il soutenu en entrevue. Je pense que tous deux en sortiraient affaiblis, particulièrement sur le plan économique. »

« Quand à savoir si le reste du Canada demeurerait uni, a-t-il commenté, je crois, en effet, qu'il le restera. »

« Le moins qu'on puisse dire, c'est que le Canada roule sur un chemin cahoteux, a déclaré M. Manning. L'indépendance du Québec ne serait qu'un obstacle de plus. »

« L'existence du Canada découle d'une volonté politique. Cette existence n'est pas vraiment une chose logique sur le plan économique; sa géographie pose, en soi, une série

d'obstacles », a-t-il ajouté.

« La meilleure solution qu'on puisse espérer pour ce pays, c'est vraiment l'émergence d'un Québec neuf, dans un Canada renouvelé. »

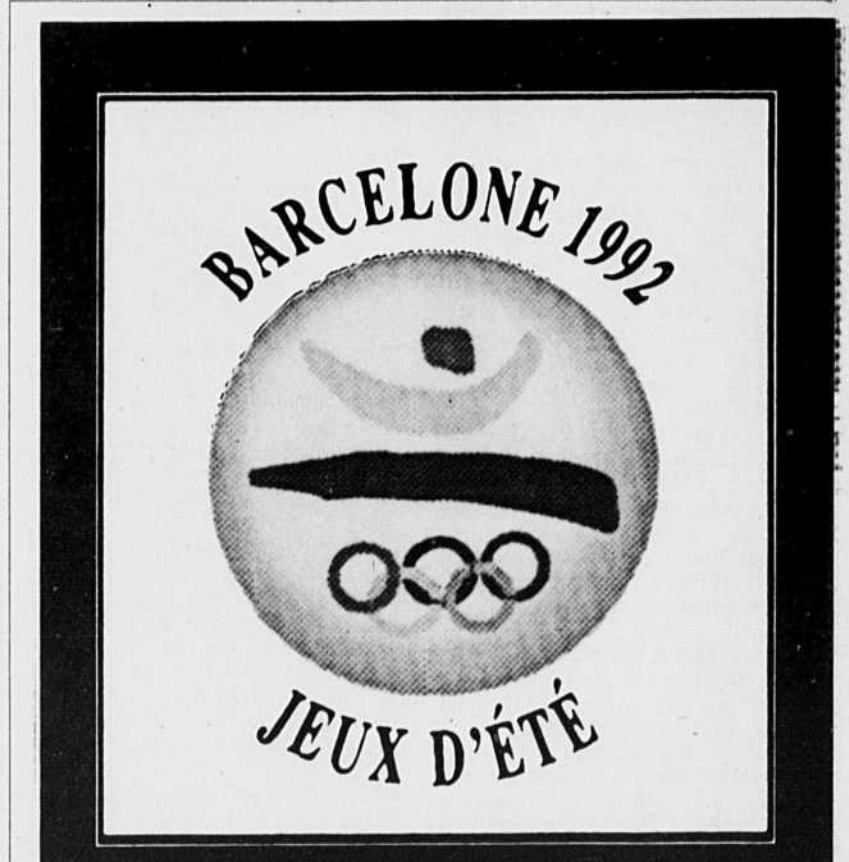
M. Manning a réitéré son appel au premier ministre Brian Mulroney pour qu'il assume un rôle de leadership afin de convaincre le Québec d'adhérer à l'entente constitutionnelle globale à laquelle en sont arrivés les mois dernier quatre regroupements autochtones, neuf provinces, deux territoires et le fédéral.

« Nous demandons une réglementation

de la formation de la main d'oeuvre, un soutien à la formation professionnelle, et de l'aide aux entreprises », a ajouté Clément Godbout, porte-parole de la FTQ dans ce dossier.



Aide à l'enfance - Canada  
Save the Children - Canada



**LE DEVOIR** pose un regard différent sur les Jeux olympiques avec

la chronique quotidienne de **Guy Deshaies**, la synthèse des reportages et le tableau des médailles.

Un rendez-vous à ne pas manquer, tous les jours dans **LE DEVOIR**, jusqu'au 7 août

**AVIS DE DEMENAGEMENT**

**L.A. Bétournay**, optométriste, est heureux d'annoncer le déménagement de sa pratique au:

**1000 Ste-Catherine O.**

Pour un rendez-vous ou toute autre information, vous pouvez rejoindre monsieur Bétournay du lundi au samedi au:

**L.A. Bétournay, o.d. optométriste 875-1015**

**RÉSULTATS**

**lotto-québec**

**6/49** Tirage du 92-07-25

GAGNANTS	LOTS
6/6	2
5/6+	11
5/6	420
4/6	23 273
3/6	422 218

VENTES TOTALES: 22 282 027,00 \$  
PROCHAIN GROS LOT (approx.): 2 200 000,00 \$  
PROCHAIN TIRAGE: 92-07-29

**3 8 12 19 42 44**

Numéro complémentaire: **33**

**SELECT** Tirage du 92-07-25

GAGNANTS	LOTS
6/6	0
5/6+	1
5/6	45
4/6	1 654
3/6	26 709

Ventes totales: 1 043 457,00 \$  
Gros lot à chaque tirage: 1 000 000,00 \$

**Extra** NUMÉROS LOTS

241 678	100 000 \$
41 678	1 000 \$
1 678	250 \$
678	50 \$
78	10 \$
8	2 \$

Tirage du 92-07-25

**T.V.A., le réseau des tirages de Loto-Québec**

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.